

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3062

10 novembre 2015

SOMMAIRE

Althelia Climate Fund	146940	Hess Collection S.A.	146942
Anima Management Company S.A.	146954	Hess Holding S.A.	146942
Be Fair S.à r.l.	146938	Horseback Holding Group S.A.	146934
CPP Investment Board Europe S.à.r.l.	146932	Impar S.A.	146933
DCORP, S. à r.l.	146931	Klanderco Investments S.A.	146945
Delta Luxembourg International S.A.	146937	KTIC Jasper Asia Gulf Horizons S.à r.l.	146934
Développement de Sociétés de Commercialisa-		Laponia Spf S.A.	146934
tion	146937	Lombard Odier Funds (Europe) S.A.	146957
DNAC Luxembourg S.A.	146937	Miko Granit S.à r.l.	146945
Dow International Finance S.à r.l.	146931	OneSense S.A.	146932
Drep Luxembourg S.à r.l.	146930	Parkimm Investissements S.A.	146930
Drep Luxembourg S.à r.l.	146931	Powell Real Estate International S.à r.l.	146944
Duva SPF S.A.	146936	Promontory Financial Group Canada	146976
Ellira S.A.	146933	Quam Funds SICAV	146959
Enterhold S.A.	146951	Resam Luxembourg S.à r.l.	146945
EPF Frankfurt Hotel S.à r.l.	146936	Richard Investments S.A.	146959
Euler Investment S.A.	146931	Rowling Investments S.A.	146930
Euro - Celtique S.A.	146931	Rpo AvePoint SCA	146944
European Services and Equipment S.à r.l. ...	146936	Scandinavian Trust S.A.	146930
Europe Commerce S.A.	146936	SCI Smallhouse	146976
Fincora Group S.à r.l.	146937	Shopping Evasion	146932
Flumina Holding S.A.	146933	TSI Europe S.A.	146935
Futura II	146930	Videbaek Luxembourg S.A.	146935
G.D.C. Group S.A.	146932	White Star Publishers S.A.	146935

Parkimm Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 88.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157576/9.

(150173284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Drep Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 450.000,00.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 152.141.

Les comptes consolidés au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015157878/10.

(150173814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Futura II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 135.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Futura II S.à r.l.

Référence de publication: 2015157917/10.

(150173810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Scandinavian Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 108.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SCANDINAVIAN TRUST S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015157642/11.

(150173505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Rowling Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 104.570.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2015.

Pour: ROWLING INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015157613/14.

(150173661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Euro - Celtique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 17.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157900/9.

(150174408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Drep Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 450.000,00.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 152.141.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015157879/10.

(150173815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Euler Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 125.039.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015157899/10.

(150173832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

DCORP, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 129.495.

Dépôt des comptes annuels remplaçant le dépôt n°L150130025 du 20/07/2015

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 15/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015157868/12.

(150173705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Dow International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 834.586.333,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.671.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015157865/13.

(150174100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Shopping Evasion, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8295 Keispelt, 22, rue de Kehlen.
R.C.S. Luxembourg B 120.020.

Le Bilan au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015157652/10.

(150173238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

OneSense S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7735 Colmar-Berg, 25, Cité Morisacker.
R.C.S. Luxembourg B 192.388.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2015.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2015157555/11.

(150173331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

CPP Investment Board Europe S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 116.028.650,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 111.828.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la deuxième ligne de l'en-tête de la publication d'un acte, dans le Mémorial C n° 2176 du 21 août 2015, page 104416:

au lieu de:

«Capital social: USD 116.028.650,00.»

lire:

«Capital social: EUR 116.028.650,00.»

Référence de publication: 2015180958/14.

G.D.C. Group S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 143.750.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art. 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- G.D.C. GROUP S.A., dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, a été dénoncé en date du 25 octobre 2011.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11/2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015179078/19.

(150199402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Impar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 23.254.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration tenue au siège social le 11 février 2015

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission, de son poste d'administrateur, de la société MALIBARO SA SPF avec effet au 10 février 2015. Il décide de procéder par cooptation à la nomination, avec effet à cette même date, de la société AMBRYM INVESTMENT SA représentée par Madame Marie-Rose HARTMAN domiciliée professionnellement à Bohey 24 L-9647 Doncols, ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, Route d'Esch 7 et inscrite au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B194.886.

Ce mandat d'administrateur prendra fin lors de l'Assemblée Générale de 2016.

La présente décision sera confirmée lors de la prochaine Assemblée Générale.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015157985/16.

(150174312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Ellira S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 32.847.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- EL LIRA S.A., dont le siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été dénoncé en date du 19 novembre 2013

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11/2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015179035/19.

(150199400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Flumina Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 53.908.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art. 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- FLUMINA HOLDING S.A., dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, a été dénoncé en date du 12 mars 2002.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11/2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015179063/19.

(150199401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Laponia Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 29.743.

EXTRAIT

En date du 14.09.2015, le conseil d'administration de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Charlotte Lahaije-Hultman comme administrateur de la société avec effet au 1^{er} septembre 2015;

- Nomination au poste d'administrateur de Madame Nadine Gloesener, né le 12 janvier 1973 à Esch/Alzette, Luxembourg et avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg à partir du 1^{er} septembre 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2021.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 01.09.2015.

Référence de publication: 2015158034/16.

(150174305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Horseback Holding Group S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 55.720.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art. 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- HORSEBACK HOLDING GROUP S.A., dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, a été dénoncé en date du 4 novembre 2011.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11/2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015179122/19.

(150199403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

KTIC Jasper Asia Gulf Horizons S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 144.130.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- KTIC JASPER ASIA GULF HORIZONS SARL, dont le siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, a été dénoncé en date du 30 mars 2011

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11/2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015179172/19.

(150199404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Videbaek Luxemburg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.
R.C.S. Luxembourg B 134.177.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 septembre 2015

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société Videbaek Luxemburg S.A., tenue au siège social en date du 24 septembre 2015, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

- 1° Acceptation des démissions de Solero S.A. et Naturwerk S.A. comme administrateurs de la société.
 - 2° Renouvellement des mandats des administrateurs pour une durée de six ans:
 - Jürgen Fischer, demeurant professionnellement 38, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg;
 - Klaus Krumnau, demeurant professionnellement 38, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Videbaek Luxemburg S.A.

Référence de publication: 2015158260/16.

(150174612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

TSI Europe S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 143.730.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- TSI EUROPE S.A., dont le siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, a été dénoncé en date du 19 octobre 2010

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11 /2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015180191/19.

(150199405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

White Star Publishers S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 59.922.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 29/10/2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'art. 203 de la loi du 10/08/1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- WHITE STAR PUBLISHERS S.A., dont le siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, a été dénoncé en date du 2 décembre 2013.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas, juge au tribunal d'arrondissement, et liquidateur Maître Christelle Radocchia, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29/11/2015 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Christelle Radocchia

Le liquidateur

Référence de publication: 2015179453/19.

(150199406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Europe Commerce S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 44, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 72.339.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157901/9.

(150174043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

European Services and Equipment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 112.910.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015157903/10.

(150173819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Duva SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 10.529.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 21 septembre 2015

- La cooptation de Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé privé, né le 7 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant qu'administrateur en remplacement de Monsieur Christian FRANCOIS, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2020.

Fait à Luxembourg, le 21 septembre 2015.

Certifié sincère et conforme

DUVA SPF S.A.

Signature

Référence de publication: 2015157880/16.

(150174280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

EPF Frankfurt Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 199.755.

Par résolutions prises en date du 23 septembre 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Transfert du siège social de la Société du 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat;

- Acceptation de la démission de Juan Hernandez Alvarez, avec adresse professionnelle au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet immédiat;

- Nomination de Choui Min Kon Kam King, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- Nomination de Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015157895/19.

(150174329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Développement de Sociétés de Commercialisation, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 74.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157871/9.

(150173916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Delta Luxembourg International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 40.005.

RECTIFICATIF

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2013 (rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2013 déposé le 5 décembre 2014 sous le no. L140216834) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157870/11.

(150174195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

DNAC Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 100.906.

EXTRAIT

En date du 11 mai 2015, le Conseil d'Administration a décidé ce qui suit:

- Accepter avec effet immédiat, le renouvellement du mandat de Nationwide Management S.A. ayant son siège social au 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99746 comme Administrateur Délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 11 mai 2015.

Pour DNAC Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015157874/14.

(150174080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Fincora Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.959.

Extrait des décisions prises par l'associé unique avec effet au 22 septembre 2015

1. Monsieur Mark VRIJHOEF a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B avec effet immédiat.
2. Monsieur Etienne BIREN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B avec effet immédiat.
3. Madame Mariana Bárbara DE SÁ MORAIS CARNEIRO VERÍSSIMO DA CUNHA, née à Lisbonne (Portugal), le 25 Février 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été confirmée dans son mandat de gérante de catégorie B lui a été attribué avec effet immédiat et pour une durée illimitée.
4. Monsieur Joel CÁRDENAS SAN MARTÍN, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été confirmé dans son mandat de gérant de catégorie B lui a été attribué avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Fincora Group S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015157913/20.

(150173948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Be Fair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 200.159.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le neuf septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- L.C.A. Partners S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, sise 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce sous le numéro B 181 857, ici valablement représentée par son gérant Monsieur Bertrand FOÛCHE, Président de société, né à Toulon (France) le 10 mai 1963, demeurant professionnellement à F-75006 Paris (France), 29 rue Guénégaud

2.- Fair and Trade, société à responsabilité limitée de droit français, au capital social de 1.000 euros sise 8/10 avenue de Verdun 06600 Antibes, immatriculée au registre du commerce d'Antibes sous le numéro 805 117 371 ici représentée par Monsieur Bertrand FOÛCHE, pré qualifié, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lesquelles comparantes, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles constituent par la présente:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "Be Fair S.à r.l."

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut également:

- participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière;
- prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations;
- réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles et commerciales liées directement ou indirectement à son objet;
- détenir des marques et brevets;
- réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à quinze mille euros (15.000,00 EUR), représenté par cent cinquante (150) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Les gérants sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la Loi de 1915.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les parts sociales ont été souscrites par les souscripteurs comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales
1.- Fair and Trade	75
2.- L.C.A. Partners S.à r.l.,	75
Total:	100

Toutes les parts sociales ont libérées entièrement par les souscripteurs prèdit moyennant versements en numéraire, de sorte que la somme de quinze mille euros (15.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ 1.200,- EUR.

Résolutions prises par les associés

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie à L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.
- 2.- L.C.A. Partners S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, sise 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce sous le numéro B 181 857, est nommée gérante unique de la Société pour une durée indéterminée.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature sociale individuelle de la gérante unique.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé : Bertrand FOÛCHE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 14 septembre 2015. Relation GAC/2015/7700. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015157234/136.

(150173737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Althelia Climate Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 166.125.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth of October.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Althelia Climate Fund (the Shareholders), a Luxembourg société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital - specialised investment fund) incorporated as a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 166125 (the Company). The Company was incorporated on 12 December 2011 pursuant to a deed of the notary Maître Francis Kessler published on 18 January 2012 in the Luxembourg official gazette (Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations) C-N°140 at page number 6674 and its articles of association been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of May 14, 2013, published in the Mémorial C, number 1332 of June 6, 2013.

The Meeting is chaired by Althelia Climate Fund GP, S.à r.l. represented by Fabrice Meeuwis, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints Mrs Danièle Maton, employee, professionally residing in Hesperange, as secretary and the meeting appoints as scrutineer Mrs Flore Sendegeya, employee, residing professionally in Hesperange. The Chairman, the Secretary and Scrutineer are collectively hereafter referred to as the Members of the Bureau or the Bureau.

The Bureau thus having constituted, the Chairman requests the notary to record that:

I.- All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the shareholders on 25 September 2015.

II.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III.- It appears from the attendance list, that 9,541,788 shares out of 18,359,750.99 shares in circulation are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting can validly deliberate on the items of the agenda.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

1) Transfer of the registered office of the Fund, as from 1st January 2016, from 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 60 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

2) Amendment to the first paragraph of Article 3 of the restated articles in order to reflect the change of the registered office. The first paragraph to be reworded as follows:

“The registered office of the Fund is established in Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. As from 1st January 2016, the registered office of the Fund will be established in Luxembourg. The registered office of the Fund may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Fund, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the General Partner if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner.”

3) Amendment to the first paragraph of Article 23 of the restated articles in order to indicate that the annual General Meetings are held at the registered office. The first paragraph to be reworded as follows:

“The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg Law, at the address of the registered office of the Fund or at such other place as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday in June of each year at 10.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the annual General Meeting will be held on the following Business Day.

4) Removal of the fourth paragraph of Article 23 of the restated articles in order not to include explicitly chairmanship provisions of the General Meetings and amendment of the number of the next paragraph accordingly.

After deliberation the meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution:

The meeting resolves to transfer of the registered office of the Fund, as from 1st January 2016, from 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 60 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Second resolution:

The meeting resolves to amend the first paragraph of Article 3 of the restated articles in order to reflect the change of the registered office. The first paragraph to be reworded as follows:

“The registered office of the Fund is established in Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. As from 1st January 2016, the registered office of the Fund will be established in Luxembourg. The registered office of the Fund may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Fund, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the General Partner if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner.”

Third resolution

The meeting resolves to Amendment to the first paragraph of Article 23 of the restated articles in order to indicate that the annual General Meetings are held at the registered office. The first paragraph of Article is reworded as follows:

“The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg Law, at the address of the registered office of the Fund or at such other place as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday in June of each year at 10.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the annual General Meeting will be held on the following Business Day.

Fourth resolution

The meeting resolves to remove the fourth paragraph of Article 23 of the articles in order not to include explicitly chairmanship provisions of the General Meetings and to amend the number of the next paragraph accordingly.

Article 23 will henceforth read as follows:

“ **Art. 23. Meetings of Shareholders.**

23.1 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg Law, at the address of the registered office of the Fund or at such other place as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday in June of each year at 10.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the annual General Meeting will be held on the following Business Day.

23.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner exceptional circumstances so require.

23.3 Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

23.4 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Fund shall represent the entire body of shareholders of the Fund.”

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: F. MEEUWIS, D. MATON, F. SENDEGEYA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 21 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/33403. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015174875/97.

(150194342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Hess Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 66, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 130.332.

Hess Collection S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 66, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 65.013.

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am neunundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1) Hess Holding S.A., eine luxemburgische société anonyme mit Sitz in 66, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, eingetragen beim Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 130332 als übernehmende Gesellschaft (die "Übernehmende Gesellschaft") gegründet durch eine Urkunde aufgenommen von Maître Joseph Elvinger, Notar mit damaligen Amtssitz in Luxemburg, vom 6. Juli 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Memorial“) Nummer 1982 am 14. September 2007, deren Satzung letztmalig durch Urkunde aufgenommen von Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, vom 11. Dezember 2009, veröffentlicht im Memorial Nummer 501 am 9. März 2010, geändert wurde,

vertreten durch Frau Betty Kizimalé-Grant, avocat, beruflich wohnhaft in Luxemburg,

aufgrund der Vollmacht, die ihr durch Beschlüsse des Verwaltungsrats der Übernehmenden Gesellschaft vom 28. Oktober 2015 gegeben wurde,

UND

2) Hess Collection S.A., eine luxemburgische société anonyme mit Sitz in 66, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, eingetragen beim Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 65013 als übertragende Gesellschaft (die "Übertragende Gesellschaft" und zusammen mit der Übernehmenden Gesellschaft die „Verschmelzenden Gesellschaften“), gegründet durch eine Urkunde aufgenommen von Maître Joseph Elvinger, Notar mit damaligen Amtssitz in Luxemburg vom 26. Juni 1998, veröffentlicht im Memorial Nummer 655 vom 16. September 1998, deren Satzung letztmalig durch Urkunde aufgenommen von Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, vom 9. Januar 2013, veröffentlicht im Memorial Nummer 1099 am 8. Mai 2013, geändert wurde,

vertreten durch Frau Betty Kizimalé-Grant, vorbenannt,

aufgrund der Vollmacht, die ihr durch Beschlüsse des Verwaltungsrats der Übertragenden Gesellschaft vom 28. Oktober 2015 gegeben wurde.

Abschriften der Protokolle über die vorbenannten Beschlüsse der Sitzungen des Verwaltungsräte der Verschmelzenden Gesellschaften bleiben der Urkunde, nach Unterzeichnung "ne varietur" durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar, beigefügt, um mit dieser bei den Registrierungsbehörden registriert zu werden.

Die Erschienenen erklären, dass die Verwaltungsräte der Verschmelzenden Gesellschaften beschlossen haben, die Übertragende Gesellschaft im Wege der Verschmelzung durch Übernahme auf die Übernehmende Gesellschaft zu verschmelzen.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben erwähnt, bitten den amtierenden Notar, den nachfolgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan (der "Gemeinsame Verschmelzungsplan") aufzunehmen:

Gemeinsamer verschmelzungsplan

A. Verschmelzende Gesellschaften.

(1) Hess Holding S.A., eine luxemburgische société anonyme mit Sitz in 66, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 130332 als Übernehmende Gesellschaft.

(2) Hess Collection S.A. eine luxemburgische société anonyme mit Sitz in 66, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 65013 als Übertragende Gesellschaft.

Die Übernehmende Gesellschaft hält alle Aktien an der Übertragenden Gesellschaft und andere Wertpapiere, die Stimmrechte gewähren würden, wurden nicht ausgegeben.

B. Vermögensübertragung durch Verschmelzung. Die Übernehmende Gesellschaft erwägt, mit der Übertragenden Gesellschaft durch eine Verschmelzung zur Aufnahme der Übertragenden Gesellschaft unter Anwendung des vereinfachten Verschmelzungsverfahrens gemäß den Vorschriften der Artikel 278 ff des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „LSC“) zu verschmelzen.

Mit Wirksamkeit der Verschmelzung überträgt die Übertragende Gesellschaft ihr gesamtes Vermögen (Aktiva und Passiva) als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten gemäß Artikel 274 des LSC auf die Übernehmende Gesellschaft (die „Verschmelzung“).

Vom Wirksamkeitsstichtag (wie unten definiert) an wird die Übernehmende Gesellschaft alle Verträge und Verpflichtungen welcher Art auch immer der Übertragenden Gesellschaft im eigenen Namen durchführen und erfüllen.

Alle zwischen den Verschmelzenden Gesellschaften bestehenden Verbindlichkeiten erlöschen am Wirksamkeitsstichtag. Vom Wirksamkeitsstichtag an ist die Übernehmende Gesellschaft in alle Rechte und Pflichten der Übertragenden Gesellschaft gegenüber Dritten eingesetzt.

Die Übertragende Gesellschaft wird am Wirksamkeitsstichtag ohne Abwicklung aufgelöst und erlischt. Die von der Übertragenden Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden annulliert.

Die Übernehmende Gesellschaft wird unter ihrer Firma in der Form einer luxemburgischen société anonyme mit Sitz in 66, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg fortbestehen.

Die Verschmelzung wird das ausgegebene Gesellschaftskapital der Übernehmenden Gesellschaft nicht verändern und eine Ausgleichszahlung (soulte) i.S.d. Artikels 259 LSC wird nicht gezahlt.

C. Sonderrechte und Sondervorteile. Besondere Vorteile i. S. v. Artikel 261 (2) (g) LSC für Mitglieder der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts- oder Kontrollorganen werden von keiner der Verschmelzenden Gesellschaften gewährt.

Keine der Verschmelzenden Gesellschaften hat besondere Rechte an Aktionäre gewährt.

D. Wirksamkeitsstichtag und Bedingungen. Die Jahresabschlüsse der Verschmelzenden Gesellschaften für die letzten drei Jahre sind geprüft und genehmigt und für das Geschäftsjahr 2015 im Gang beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt zu werden. Die Jahresabschlüsse der Verschmelzenden Gesellschaften für die letzten drei Jahre sind am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft in Luxemburg ausgelegt.

Alle Aktionäre der Übernehmenden Gesellschaft können innerhalb eines Monats vom Datum der Veröffentlichung dieses Verschmelzungsplanes im Memorial alle in Artikel 267 (1) a), b) und c) (soweit anwendbar) des LSC erwähnten Dokumente am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft einsehen und kostenfrei Kopien davon erhalten.

Gemäß Artikel 279 des LSC sind einer oder mehrere Aktionäre der Übernehmenden Gesellschaft, die mindestens 5% des Gesellschaftskapitals halten, berechtigt, innerhalb einer Frist von einem Monat vor dem Wirksamkeitsstichtag zu verlangen, dass eine Hauptversammlung der Gesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft einberufen wird, um über die Zustimmung zur Verschmelzung abzustimmen. Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb eines Monats nach dem Antrag abgehalten wird.

Es ist ansonsten nicht notwendig, dass eine Generalversammlung der Gesellschafter der Verschmelzenden Gesellschaften einberufen wird um über die Zustimmung zur Verschmelzung zu entscheiden, da die Übertragende Gesellschaft vollständig von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten wird.

Den Verwaltungsratsmitgliedern der Übertragenden Gesellschaft wird Entlastung erteilt.

Die Verschmelzung wird am Tag der Veröffentlichung im Memorial einer auf Antrag der Übernehmenden Gesellschaft aufgestellten notariellen Bescheinigung darüber, dass die Bedingungen des Artikels 279 LSC erfüllt sind, gegenüber Dritten wirksam (der „Wirksamkeitsstichtag“).

E. Buchhalterischer Stichtag. Die Übernahme des Vermögens (alle Aktiva und Passiva) der Übertragenden Gesellschaft erfolgt aus buchhalterischer Sicht durch die Übernehmende Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Juli 2015.

Von diesem Datum an gelten alle Handlungen und Geschäfte der Übertragenden Gesellschaft aus buchhalterischer Sicht als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft getätigt.

F. Verschmelzungsformalitäten und - Kosten. Die Übernehmende Gesellschaft wird alle Formalitäten, einschließlich solcher Ankündigungen, wie sie von Gesetzes wegen vorgeschrieben sind, erfüllen, die notwendig oder nützlich sind, um die Verschmelzung und die Übertragung und Abtretung aller Aktiva und Passiva der Übertragenden Gesellschaft in Übereinstimmung mit Artikel 274 des LSC durchzuführen.

Die Gesellschaftsakten der Übertragenden Gesellschaft werden am Gesellschaftssitz der Übernehmenden Gesellschaft für die gesetzlich vorgeschriebene Frist aufbewahrt.

Die Auslagen, Kosten, Gebühren und Lasten, die sich aus der Verschmelzung ergeben, werden durch die Übernehmende Gesellschaft getragen.

Der unterzeichnete Notar bestätigt hiermit die Existenz und Rechtmäßigkeit des Gemeinsamen Verschmelzungsplans und aller Dokumente und Formalitäten, die den Verschmelzenden Gesellschaften gemäß Artikel 271 (2) des LSC obliegen.

Worauhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem die Urkunde dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten erschienenen Person vorgelesen worden ist, hat dieselbe vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Signé: B. Kizimalé-Grant, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 4 novembre 2015. GAC/2015/9398. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 6 novembre 2015.

Référence de publication: 2015180529/113.

(150201454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Rpo AvePoint SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 189.504.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157616/9.

(150173567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Powell Real Estate International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.127.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 17 septembre 2015, l'associé unique a décidé de nommer Lisa Pliskin, née le 22 septembre 1964 à Wynnewood, Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique, résidant au 289, avenue Bowman, Marion Station, 19066 Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de classe A avec effet au 18 septembre 2015 et pour une durée indéterminée.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer Laetitia Borucki, née le 15 mars 1973, à Creutzwald, France, demeurant professionnellement au 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de classe B avec effet au 18 septembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015157569/19.

(150173079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Miko Granit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4597 Differdange, 16, rue Aloyse Kayser.
R.C.S. Luxembourg B 184.817.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA - Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2015158084/12.

(150173957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Klanderco Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.002,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 190.844.

Resam Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 85.812.500,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 134.522.

SIMPLIFIED MERGER PROPOSAL

October 30th, 2015

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of October.

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) the board of directors of Klanderco Investments S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 190.844, incorporated by a deed of the undersigned notary on October 2, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3425 (page 164368) on November 11, 2014, which articles of association have not been subsequently amended,

here represented by Mr Max MAYER, notary's clerk, with professional address at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, acting as representative duly authorized and empowered by resolutions of the board of directors taken on 29 April 2015.

hereinafter, the "Absorbing Company",

2) the board of managers of Resam Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 134.522 and having a share capital of EUR 85,812,500, incorporated by a deed of the undersigned notary on December 3, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 135 (page 6466) on January 17, 2008, which articles of association have been subsequently amended and for the last time by a deed of the undersigned notary on December 13, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 465 (page 22274) on February 22, 2008,

here represented by Mr Max MAYER, notary's clerk, with professional address at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, acting as representative duly authorized and empowered by resolutions of the board of managers taken on 29 April 2015,

hereinafter, the "Absorbed Company".

Copies of the minutes of the meeting of the board of directors of the Absorbing Company and the boards of managers of the Absorbed Company, having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary shall remain appended to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, represented as here above stated, have required the undersigned notary to record the following:

The boards of directors and managers of the above mentioned companies have agreed by resolutions taken on 29 April 2015 on the following common terms of merger:

Common Terms of Simplified Merger
(Projet Commun de Fusion simplifiée)

BETWEEN:

1) Klanderco Investments S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 190.844;

hereafter the “Absorbing Company”, and

2) Resam Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 134.522 and having a share capital of EUR 85,812,500;

hereafter the “Absorbed Company”.

The Absorbing Company and the Absorbed Company are hereinafter collectively referred to as the “Merging Parties” or the “Companies”.

WHEREAS:

(A) The Absorbing Company has a partially paid up share capital of EUR 31,002 represented by 31,002 shares having a nominal value of EUR 1 each.

(B) The Absorbed Company has a fully paid up share capital of EUR 85,812,500, represented by 3,432,500 shares having a nominal value of EUR 25 each.

(C) For sound economic and commercial reasons, the respective board of directors and managers of the Companies proposed to their respective shareholders to proceed to a merger between the Absorbed Company and the Absorbing Company (the “Merger”).

(D) Considering that the Absorbing Company holds one hundred percent (100%) of the share capital of the Absorbed Company, the Merging Parties have decided to perform the Merger pursuant to the simplified merger procedure set forth by Articles 278 and sub. of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Companies Law”).

(E) The present notarial deed is passed in full compliance with the requirements of Article 271 of the Companies Law.

Thereupon, the following has been acknowledged and agreed among the Merging Parties:

1. Ownership of shares. The Merging Parties hereto acknowledge that the Absorbing Company owns all of the issued shares and related voting rights of the Absorbed Company.

2. Merger. The Absorbing Company hereby wishes to absorb the Absorbed Company with a retroactive accounting effect as of January 1st, 2015 (the “Accounting Effective Date”).

As of the Accounting Effective Date, all operations and transactions of the Absorbed Company will be considered for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

Towards third parties, the Merger shall be enforceable one month after the date of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the present common terms of simplified merger (the “Effective Date”).

As a result of the Merger, the Absorbed Company will be dissolved without liquidation, its shares will be cancelled and all of its assets and liabilities will be transferred at book value to the Absorbing Company.

The transfer includes all the assets and existing liabilities of the Absorbed Company and which the Absorbing Company accepts to take over and pay on behalf of the Absorbed Company.

The Merger will include all the assets and rights such as they stand on the date of completion of the Merger.

The Absorbed Company guarantees the value of the net assets contributed on the date of completion of the Merger.

The Absorbing Company will carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company, such as these agreements and obligations exist on the Effective Date and in particular those existing with the creditors of the Absorbed Company, and will be subrogated to all rights and obligations there under.

The Absorbing Company will carry out, in particular, the employment contracts concluded with the Absorbed Company's employees, including temporary employment contracts, in accordance with Articles L. 127-1 and seq. of the Luxembourg Labor Code relating to transfer of undertakings (transfert d'entreprises). It is reported that as of the date of these common terms, there is no employment contract with the Absorbed Company.

The Absorbing Company will take over all liabilities of any kind whatsoever, of the Absorbed Company and pay in particular principal and interest on all debts due by the Absorbed Company as of the Effective Date.

As of the Effective Date, the Absorbing Company will pay all taxes, contributions, duties and assessments, whether ordinary or extraordinary, due or that may become due with respect to the property of the assets transferred.

3. Reports. Pursuant to provisions of Article 278 of the Companies Law, the common merger plan will not be subject to (i) an examination and a written report to the shareholders carried out by a qualified auditor, nor to (ii) a detailed written report to be issued by the management bodies of each of the Absorbing Company and the Absorbed Company.

4. Date from which the Absorbing Company will dispose over the assets of the Absorbed Company and assume all its liabilities. The Merging Parties acknowledge and agree that as from the Effective Date, the Absorbing Company will be the sole and full owner of and may dispose over the assets of the Absorbed Company and will assume all of its liabilities pay off its creditors and execute all ongoing agreements of the Absorbed Company. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, *in rem* or *in personam*, attached thereto.

The Absorbed Company undertakes neither to dispose of any assets nor to take any action that could jeopardize the Merger until the Effective Date.

5. Special rights and advantages. The Absorbing Company does not grant special rights to its shareholders or holders of securities.

No special advantage is granted to the members of the board of directors or managers or to the statutory auditors of the Merging Parties, if any.

6. Termination of mandates and discharge. The mandates of the managers of the Absorbed Company will be terminated with effect on the Effective Date, and the Absorbing Company, in its capacity as sole shareholder of the Absorbed Company hereby, grants discharge to the managers of the Absorbed Company for the performance of their respective mandates until the date hereof.

7. Information of the shareholders of the Merging Parties (Article 267 of the Companies Law). The shareholders of the Merging Parties will have, during the month following the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the common merger terms, access at the registered office of the Merging Parties to all documents listed in Article 267 (1) a. and b. of the Companies Law, as follows:

- the present common terms of merger; and
- the annual accounts and the management reports of the Merging Parties for the last three financial years.

A full or partial copy of the documents listed above may be obtained by the shareholders of the Merging Parties upon request and free of charge.

Where a shareholder of the Merging Parties has consented to the use by the Company of electronic means for conveying information, such copies may be provided by electronic mail.

8. Validity and execution of the common merger terms. These common terms of merger are valid as per their approval and execution by the respective boards of directors and managers of the Merging Parties.

The Merging Parties undertake to take all necessary actions in order to effect the Merger without delay and to cooperate as far as necessary, in particular by issuing all documents and giving all information required by the undersigned notary and public authorities.

The boards of directors and managers of the Merging Parties are hereby given full authority to amend these common merger terms to the extent required by the competent authorities and/or registries, provided that such amendments do not substantially change the goal and characteristics of the Merger, as above described.

9. Bookkeeping of the Absorbed Company. The books and records of the Absorbed Company (including related archives, originals of all deeds, agreements, accounting documents, and titles of ownership) will be kept at the registered office of the Absorbing Company for a period of five years starting on the Effective Date.

10. Effectiveness and consequences of the Merger. The Absorbing Company is the owner of all the shares of the Absorbed Company, so that no increase of share capital of the Absorbing Company is required. As the conditions of Article 279 of the Companies Law have been fulfilled, the Merger needs not to be approved by the general meeting of shareholders of the Companies.

Considering the foregoing and provided that no extraordinary general meeting of the Absorbing Company be convened in order to decide on the Merger, the Merger will become effective and final on the Effective Date and will simultaneously carry the legal effects set out in Article 274 of the Companies Law.

As a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its issued shares shall be immediately cancelled.

11. Formalities. The Absorbing Company shall:

- carry out all the legal formalities, including such announcements as are prescribed by law relating to the transfers made in the framework of the Merger;
- perform the formalities and notifications necessary with all relevant administrative matters in order to put all assets and commitments of the Absorbed Company in its name and on its behalf;
- carry out any formality required by law or deemed necessary or useful to render the transfer of goods and rights enforceable towards third parties.

For information purposes, the conditions set forth in Article 279 of the Companies Law are listed below:

- the publication provided by Article 262 of the Companies Law has been made regarding the Merging Parties at least one month before the operation takes effect between the said parties;
- the shareholder of the Absorbing Company is entitled at least one month before the Merger has become effective, to inspect at the registered office of the Absorbing Company, the documents and information referred to in Article 267 (1) a), b) and c) of the Companies Law;
- the shareholders of the Absorbing Company are entitled, at least one month before the operation takes effect, to require that a general meeting be called in order to resolve on the approval of the Merger. The meeting must be convened so as to be held within one month as of the request for it to be held.

12. Fees and duties. Any charge, duties or fees owing as a result of the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

In accordance with Articles 271 and 279 of the Companies Law, the notary acting in this matter declares that he certifies and attests the existence and legality of the common merger terms and of all acts, documents and formalities incumbent of the Merging Parties pursuant to the Companies Law.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxy holder and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day mentioned in the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) le conseil d'administration de la société Klanderco Investments S.A., une société anonyme constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.844, constituée par un acte du notaire instrumentant le 2 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3425 (page 164368) le 11 novembre 2014, dont les statuts n'ont pas été modifiés ultérieurement,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en tant que représentant dûment autorisé et habilité par voie de résolutions prises par le conseil d'administration le 29 avril 2015,

ci-après la «Société Absorbante»,

2) le conseil de gérance de la société Resam Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.522 et ayant un capital social de 85.812.500 EUR, constituée par un acte du notaire instrumentant le 3 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 135 (page 6466) le 17 janvier 2008, dont les statuts ont été modifiés ultérieurement et pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant le 13 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 465 (page 22274) le 22 février 2008,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en tant que représentant dûment autorisé et habilité par voie de résolutions prises par le conseil de gérance le 29 avril 2015,

ci-après la «Société Absorbée».

Copies du procès-verbal des réunions des conseils d'administration de la Société Absorbante et de gérance de la Société Absorbée ont été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant et resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec les autorités d'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

Les conseils d'administration et de gérance des sociétés susmentionnées ont convenu par voie de résolutions prises le 29 avril 2015 du projet commun de fusion suivant:

Projet Commun de Fusion simplifiée

ENTRE:

1) Klanderco Investments S.A., une société anonyme constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.844,

ci-après «la Société Absorbante», et

2) Resam Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.522 et ayant un capital social de 85.812.500 EUR,

ci-après «la Société Absorbée».

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont toutes deux ci-après dénommées les «Parties à la Fusion» ou les «Sociétés».

CONSIDERANT QUE:

(A) Le capital social de la Société Absorbante d'un montant de 31.002 EUR est partiellement libéré et représenté par 31.002 actions d'une valeur nominale de 1 EUR chacune.

(B) Le capital social de la Société Absorbée d'un montant de 85.812.500 EUR est entièrement libéré et représenté par 3.432.500 parts sociales d'une valeur nominale de 25 EUR chacune.

(C) Pour des raisons économiques et commerciales, les conseils d'administration et de gérance respectifs des Sociétés ont proposé à leurs associés respectifs de procéder à une fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante (la «Fusion»).

(D) Etant donné que la Société Absorbante détient à cent pourcent (100%) le capital social de la Société Absorbée, les Parties à la Fusion ont décidé de procéder à la Fusion conformément à la procédure de fusion simplifiée énoncée aux articles 278 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés»).

(E) Le présent acte notarié est passé en conformité avec les exigences de l'article 271 de la Loi sur les Sociétés.

Par conséquent, les Parties à la Fusion ont reconnu et convenu ce qui suit:

1. La propriété des actions. Les Parties à la Fusion reconnaissent que la Société Absorbante détient toutes les actions en circulation et les droits de vote s'y attachant de la Société Absorbée.

2. Fusion. La Société Absorbante souhaite absorber la Société Absorbée avec effet comptable rétroactif au 1^{er} janvier 2015 (la «Date d'Effet Comptable»).

A compter de la Date d'Effet Comptable, toutes les opérations et transactions de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable et fiscal comme étant effectuées pour le compte de la Société Absorbante.

Envers les tiers, la Fusion prendra effet après le délai d'un mois se comptant à partir de la date de publication de ce projet commun de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date d'Effet»).

Par l'effet de la Fusion, la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation, ses actions seront annulées et la totalité de son actif et passif sera transmis à la valeur comptable à la Société Absorbante.

Le transfert comprend l'ensemble des actifs et passif existant de la Société Absorbée et que la Société Absorbante accepte de reprendre et d'acquitter pour le compte de la Société Absorbée.

La Fusion comprendra tous les actifs et les droits tels qu'ils se trouvent au jour de la réalisation de la Fusion.

La Société Absorbée garantie la valeur des actifs nets apportés au jour de la réalisation de la Fusion.

La Société Absorbante assumera tous les contrats et toutes les obligations de quelque nature que ce soit, de la Société Absorbée, tels que ces contrats et obligations existent à la Date d'Effet et en particulier tous les contrats existants avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée dans tous les droits et obligations nés de ces contrats.

La Société Absorbante reprendra, en particulier, les contrats de travail conclus avec les employés de la Société Absorbée, y compris les contrats de travail intérimaire, en conformité avec les articles L. 127-1 et suivants du Code du travail luxembourgeois concernant le transfert d'entreprises. Il est indiqué qu'au jour de ce projet commun de fusion, il n'existe aucun contrat de travail conclu avec la Société Absorbée.

La Société Absorbante assumera l'ensemble du passif, de quelque nature que ce soit, de la Société Absorbée et paiera en particulier le principal et les intérêts de toute dette de la Société Absorbée à compter de la Date d'Effet.

A compter de la Date d'Effet, la Société Absorbante s'acquittera de toutes les taxes, cotisations et estimations, ordinaires ou extraordinaires, dues ou à naître, en relation avec la propriété des actifs transférés.

3. Rapports. Conformément aux dispositions de l'article 278 de la Loi sur les Sociétés, le projet commun de fusion ne sera pas soumis (i) à un examen et un rapport écrit établi par un expert indépendant destiné aux associés, ni (ii) à un rapport écrit détaillé établi par les organes de gestion de la Société Absorbante et de la Société Absorbée.

4. Date à partir de laquelle la Société Absorbée disposera des actifs de la Société Absorbée et assumera tous ses passifs. Les Parties à la Fusion reconnaissent et conviennent qu'à partir de la Date d'Effet, la Société Absorbante sera l'unique et plein propriétaire et pourra disposer des actifs de la Société Absorbée. La Société Absorbante assumera tous les passifs, remboursera les créanciers et réalisera tous les contrats en cours de la Société Absorbée. Les droits et créances compris

dans les actifs de la Société Absorbée devront être transférés à la Société Absorbante avec l'ensemble des garanties, *in rem* or *in personam*, s'y attachant.

La Société Absorbée s'engage à ne disposer d'aucun actif et de ne prendre aucune mesure pouvant compromettre la Fusion jusqu'à la Date d'Effet.

5. Droits spéciaux et avantages. La Société Absorbante n'accorde aucun droit spécial à ses actionnaires ou à ses porteurs de titres.

Aucun avantage spécial n'est accordé aux membres du conseil d'administration/de gérance ou aux commissaires aux comptes des Parties à la Fusion, le cas échéant.

6. Fin des mandats et décharges. Les mandats des gérants de la Société Absorbée prendront fin avec effet à la Date d'Effet et la Société Absorbante, en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée, donne décharge aux gérants de la Société Absorbée pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date du présent acte.

7. Information des associés des Parties à la Fusion (article 267 de la Loi sur les Sociétés). Les associés des Parties à la Fusion auront le droit, durant le mois suivant la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du projet commun de fusion, de prendre connaissance, au siège social des Parties à la Fusion de tous les documents énumérés à l'article 267 (1) a. et b. de la Loi sur les Sociétés, comme suit:

- le présent projet commun de fusion; et
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des Parties à la Fusion.

Copie intégrale ou partielle des documents énumérés ci-dessus peut être obtenue par les associés des Parties à la Fusion sans frais et sur simple demande.

Lorsqu'un associé des Parties à la Fusion a consenti à l'utilisation, par les Sociétés, de moyens électroniques pour la communication des informations, les copies des documents énumérés ci-dessus pourront lui être fournies par courrier électronique.

8. Validité et signature du projet commun de fusion. Les présents termes du projet commun de fusion sont valides dès leur approbation et signature par les conseils d'administration et de gérance respectifs des Parties à la Fusion.

Les Parties à la Fusion s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de réaliser la Fusion sans délai et de coopérer autant que nécessaire, en particulier par la délivrance de tous documents et toutes informations exigés par le notaire instrumentant et les autorités publiques.

Les conseils d'administration et de gérance des Parties à la Fusion sont, par le présent acte, autorisés à modifier les termes du projet commun de fusion dans la limite exigée par les autorités compétentes et/ou registres, à condition que de telles modifications ne changent pas substantiellement le but et les caractéristiques de la Fusion, telle qu'exposés ci-dessus.

9. Conservation des documents et livres sociaux de la Société Absorbée. Les documents et livres sociaux de la Société Absorbée (y compris les archives afférentes, les originaux de tous les actes, contrats, documents comptables, titres de propriété) seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour une durée de cinq ans à compter de la Date d'Effet.

10. Efficacité et conséquences de la Fusion. La Société Absorbante est le détenteur de toutes les parts sociales de la Société Absorbée, de sorte qu'aucune augmentation de capital de la Société Absorbante n'est exigée. Puisque les conditions de l'article 279 de la Loi sur les Sociétés ont été remplies, la Fusion ne requiert pas d'être approuvée par l'assemblée générale des associés des Sociétés.

Considérant ce qui précède et à condition qu'aucune assemblée générale extraordinaire n'ait été convoquée afin de se prononcer sur la Fusion, la Fusion deviendra effective à la Date d'Effet et produira simultanément les effets juridiques énoncés à l'article 274 de la Loi sur les Sociétés.

Par l'effet de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises seront immédiatement annulées.

11. Formalités. La Société Absorbante devra:

- accomplir toutes les formalités légales, y compris toutes les publications prescrites en droit pour les besoins des transferts réalisés dans le cadre de la Fusion;
- se charger des formalités et notifications nécessaires pour toutes les questions administratives afin de prendre tous les actifs et les engagements de la Société Absorbée en son nom propre;
- réaliser toutes les formalités légales nécessaires ou utiles pour rendre le transfert des biens et des droits reçus opposable aux tiers.

A titre d'information, les conditions énoncées à l'article 279 de la Loi sur les Sociétés sont énumérées ci-dessous:

- la publicité prescrite à l'article 262 est faite pour chacune des sociétés participant à l'opération, un mois au moins avant que l'opération ne prenne effet entre lesdites parties;
- tous les associés de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant que la Fusion ne prenne effet, de prendre connaissance, au siège social de cette société, des documents énumérés à l'article 267 (1) a), b) et c) de la Loi sur les Sociétés;

- les associés de la Société Absorbante ont le droit, au moins un mois avant que l'opération ne prenne effet, de requérir la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

12. Frais et dépenses. Toutes charges, droits ou frais dus en conséquence de la Fusion seront pris en charge par la Société Absorbante.

Conformément aux articles 271 et 279 de la Loi sur les Sociétés, le notaire instrumentant déclare qu'il a contrôlé et atteste de l'existence et de la légalité du projet commun de fusion et des actes, documents et formalités incombant aux Parties à la Fusion en application de la Loi sur les Sociétés.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 03 novembre 2015. Relation GAC/2015/9320. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015179881/335.

(150199710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Enterhold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 34.976.

L'an deux mille quinze, le trois novembre,

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9 Rabatt, agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

(A) Du conseil d'administration d'ENTERHOLD S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 3, Rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 34.976; et

(B) Du conseil d'administration de FLOORFINANCE S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 3, Rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70.203;

Ci-après désignées collectivement comme les «Parties à la Fusion».

Il est préalablement exposé ce qui suit:

(A) Les Parties à la Fusion comparantes souhaitent réaliser par une fusion absorption, un transfert universel de patrimoine consistant en tous les actifs et passifs de FLOORFINANCE S.A. à ENTERHOLD S.A. (ci-après la «Fusion»), conformément aux dispositions des articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

(B) Conformément aux articles 265 (1) de la Loi, un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant la Fusion d'un point de vue juridique et économique a été établi par les conseils d'administration de chacune des Parties à la Fusion.

(C) D'autre part, les actionnaires respectifs des Parties à la Fusion ont unanimement décidé de renoncer à l'établissement de comptes intérimaires selon l'article 267 (1) alinéa 2 de la Loi.

(D) Les Parties à la Fusion ont dès lors préparé le présent projet de fusion qui a été adopté par le conseil d'administration de chacune d'elles (le «Projet de Fusion»).

Il a ensuite été convenu ce qui suit:

1. Forme, Dénomination, Siège social et capital social.

1.1. Les Parties à la Fusion sont:

- ENTERHOLD S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 3, Rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 34.976, en tant que société absorbante (ci-après désignée comme «ENTERHOLD»); et

- FLOORFINANCE S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 3, Rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70.203, en tant que société absorbée (ci-après désignée comme «FF S.A.»).

1.2. L'ensemble des actions des Parties à la Fusion a été entièrement libéré et lesdites actions n'ont pas été grevées d'usufruit ou de gage.

1.3. À l'issue de la réalisation de la Fusion, FF S.A. cessera d'exister à la Date de Prise d'Effet (telle que définie sous la Section 5.1.). ENTERHOLD ne modifiera pas, suite à la Fusion, sa forme juridique, sa dénomination ou son siège social.

2. Rapport d'échange des actions.

2.1 Du fait du transfert de plein droit à ENTERHOLD de tous les actifs et passifs de FF S.A. par voie de transmission universelle, ENTERHOLD émettra en faveur de l'actionnaire de FF S.A. 41 088 nouvelles actions sans désignation de valeur nominale, d'un montant total de 1 061 023,00 EUR dotées des mêmes droits et obligations que les actions existantes (ci-après les «Actions»), en retenant le rapport d'échange de 1,28 actions d'ENTERHOLD pour une (1) action de FF S.A. (ci-après le «Rapport d'Echange»).

2.2 Le Rapport d'Echange a été déterminé sur la base de la valeur nette comptable augmentée des plus-values latentes sur les valeurs mobilières cotées des actions de FF S.A. et d'ENTERHOLD au 31 juillet 2015.

3. Modalités de remise des actions par ENTERHOLD.

3.1. Les Actions d'ENTERHOLD seront émises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'ENTERHOLD qui décidera de la Fusion, à tenir par devant notaire. Cette émission sera constatée par l'inscription de ces nouvelles Actions dans le registre des actions nominatives d'ENTERHOLD à la date de l'assemblée générale des actionnaires d'ENTERHOLD décidant de la Fusion.

3.2. Dans le registre des actionnaires de FF S.A., il sera noté que FF S.A. a cessé d'exister à la suite de la Fusion.

3.3. Par ailleurs, la différence entre la valeur de l'actif net apporté par ENTERHOLD et la valeur nominale des nouvelles Actions créées à titre d'augmentation de capital d'ENTERHOLD constituera la prime de fusion qui sera inscrite au bilan d'ENTERHOLD et sur laquelle porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux. Ladite prime de fusion sera mentionnée au sein de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'ENTERHOLD et de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de FF S.A., approuvant la Fusion ainsi que ses effets.

4. Date à partir de laquelle les actions donnent le droit de participer aux bénéfices.

4.1. Les Actions nouvellement émises donneront le droit à leurs détenteurs de participer aux bénéfices d'ENTERHOLD à compter de la Date de Prise d'Effet (telle que définie à l'article 5.1 ci-dessous).

4.2. Les Actions auront les mêmes droits que les actions existantes d'ENTERHOLD, y compris en ce qui concerne les profits non distribués et autres réserves.

5. Date de prise d'effet - Date à partir de laquelle les opérations de FF S.A. sont considérées d'un point de vue comptable comme accomplies par ENTERHOLD.

5.1. La Fusion deviendra effective entre les Parties à la Fusion par son approbation par les assemblées générales des actionnaires de chacune des Parties à la Fusion (ci-après la «Date de Prise d'Effet»), conformément à l'article 272 de la Loi, qui ne pourra avoir lieu, au plus tôt, qu'un (1) mois après la publication du Projet de Fusion au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations.

5.2. La date à partir de laquelle les opérations de FF S.A. seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte d'ENTERHOLD est fixée à la Date de Prise d'Effet.

6. Droits assurés par ENTERHOLD aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou mesures proposées à leur égard.

6.1. ENTERHOLD n'a pas émis d'actions ou de titres privilégiés auxquels des droits particuliers seraient attribués.

6.2. ENTERHOLD ne confère, par conséquent, pas de droits spéciaux dans le cadre de la présente Fusion et il n'y aura pas de traitement spécial pour des actionnaires particuliers ou certaines catégories d'actionnaires.

7. Avantages particuliers attribués aux experts et aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des parties à la fusion.

7.1. Aucun avantage particulier ne sera attribué à aucun expert du fait de la Fusion ou en relation avec celle-ci.

7.2. Aucun avantage particulier ne sera octroyé aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Parties à la Fusion du fait de la Fusion ou en relation avec celle-ci.

8. États financiers.

8.1 Les derniers comptes annuels de FF S.A. pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2014 ont été approuvés par l'assemblée générale annuelle le 13 juillet 2015.

8.2 Les derniers comptes annuels d'ENTERHOLD pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2014 ont été approuvés par l'assemblée générale annuelle le 15 juillet 2015.

9. Fusion - Transfert des actifs et passifs.

9.1. À partir de la Date de Prise d'Effet, l'universalité des éléments d'actifs et de passifs du patrimoine de FF S.A. sera considérée comme transférée à ENTERHOLD, sans aucune restriction ni limitation.

9.2. Le transfert de l'universalité des éléments d'actifs et de passifs de FF S.A. à ENTERHOLD sera réalisé en contrepartie de l'apport des actions FF S.A. à ENTERHOLD à la Date de Prise d'Effet. La valeur de l'universalité des éléments d'actifs et de passifs de FF S.A. transférés à ENTERHOLD est déterminée sur la base de leur valeur comptable en date de la Date de Prise d'Effet. Le présent Projet de Fusion, les comptes annuels d'ENTERHOLD pour les exercices se terminant au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, les comptes annuels de FF S.A. pour les exercices se terminant au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, ainsi que les rapports de gestion des exercices 2014, 2013 et 2012, seront à la disposition des actionnaires des Parties à la Fusion à leur siège social respectif, à partir de la date de publication du présent Projet de Fusion, en accord avec les dispositions de l'article 267, paragraphe (1) b) de la Loi.

9.3. Par l'effet de la Fusion, FF S.A. cessera d'exister de plein droit et toutes ses actions émises sont annulées.

10. Effet de la fusion sur l'emploi.

10.1 FF S.A. a actuellement deux (2) employés mais aucun comité d'entreprise. Concernant ENTERHOLD, celle-ci a actuellement un (1) employé mais aucun comité d'entreprise.

10.2 Conformément à l'article L. 127-3 (1) du Code du Travail, les contrats de travail desdits employés de FF S.A. sont transférés de plein droit à ENTERHOLD à la Date de Prise d'Effet de la Fusion.

11. Termes et conditions de la fusion.

11.1. La Fusion est également soumise aux termes et conditions suivants:

a. ENTERHOLD reprendra les actifs transférés par FF S.A. en l'état dans lequel ils se trouvent à la Date de Prise d'Effet, sans qu'ENTERHOLD ne puisse émettre aucune prétention, à quelque titre que ce soit, contre FF S.A.;

b. FF S.A. garantit à ENTERHOLD l'existence de toutes les créances figurant au bilan, mais n'assumera aucune responsabilité quant à la solvabilité des débiteurs concernés;

c. À partir de la Date de Prise d'Effet, ENTERHOLD payera tous les impôts, taxes et redevances, ordinaires et extraordinaires dont elle est ou pourra devenir redevable, eu égard à la propriété des actifs transférés;

d. ENTERHOLD reprendra l'intégralité des contrats et obligations de quelque nature qu'ils soient de FF S.A., tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Prise d'Effet;

e. ENTERHOLD reprendra en particulier l'intégralité des contrats existant avec les créanciers de FF S.A. ENTERHOLD sera subrogée dans tous les droits et obligations en découlant et ceci à ses propres risques;

f. Les droits et actions attachés aux actifs transférés par FF S.A. seront transférés à ENTERHOLD avec l'intégralité des sûretés, réelles ou personnelles, y attachées. ENTERHOLD sera de ce fait subrogée, sans qu'il n'y ait novation des contrats, dans tous les droits, réels ou personnels, de FF S.A., et ceci sans exception pour tous les actifs et à l'égard de tous les débiteurs; et

g. ENTERHOLD reprendra l'intégralité des obligations de FF S.A., et en particulier payera les intérêts et remboursera le principal de toutes dettes et obligations de FF S.A. ENTERHOLD décharge FF S.A. de l'intégralité des voies et actions se rapportant à des droits et obligations possédés jusque-là par FF S.A.

12. Rapport du réviseur d'entreprises agréé.

12.1. Conformément à l'article 266 paragraphe (1) de la Loi, le Projet de Fusion sera soumis à un examen par un réviseur d'entreprises agréé. En conséquence, l'organe de gestion d'Enterhold a désigné le réviseur d'entreprises agréé CLERC S.A., 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, et l'organe de gestion de FF S.A. a désigné le réviseur d'entreprises agréé CLERC S.A., 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, afin de procéder à un examen et d'établir un rapport écrit unique tel qu'autorisé par l'ordonnance de Jean-Paul Hoffmann, 1^{er} vice-président du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en date du 27 octobre 2015.

13. Droit des créanciers.

13.1. Les créanciers d'ENTERHOLD peuvent exercer leurs droits conformément à l'article 268 de la Loi. Pour de plus amples informations, les créanciers pourront contacter le siège social d'ENTERHOLD où pourront être obtenus des renseignements détaillés de façon gratuite.

13.2. Les créanciers de FF S.A. peuvent exercer leurs droits conformément à l'article 268 de la Loi. Pour de plus amples informations, les créanciers pourront contacter le siège social de FF S.A. où pourront être obtenus des renseignements détaillés de façon gratuite.

14. Divers.

14.1 Tous les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe (1) a), b), d) et e) de la Loi (i.e., (i) le Projet de Fusion, (ii) les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des exercices 2014, 2013 et 2012, (iii) les rapports écrits détaillés établis par les organes de gestion de chacune des Parties à la Fusion expliquant et justifiant la Fusion d'un point de vue juridique et économique, et (iv) le rapport mentionné à l'article 266 de la Loi) peuvent être consultés au siège social de

chacune des Parties à la Fusion, et une copie intégrale peut en être obtenue sans frais sur demande des actionnaires des Parties à la Fusion durant une période commençant à la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, jusqu'à la Date de Prise d'Effet de la Fusion entre les Parties à la Fusion.

14.2 ENTERHOLD accomplira toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner effet à la Fusion ou servant la transmission des éléments d'actifs et de passifs de FF S.A. vers ENTERHOLD.

14.3 Tout document, acte et registre de FF S.A. sera conservé au siège social d'ENTERHOLD pendant la durée légalement prescrite.

14.4 Pour tout point non prévu dans le présent projet, les Parties à la Fusion se réfèrent à la Loi.

Certification

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du Projet de Fusion ainsi que de tous les actes, documents et formalités incombant aux Parties à la Fusion en vertu de la Loi.

Dont Procès-Verbal, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et année qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 novembre 2015. Relation: GAC/2015/9502. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 09 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181220/167.

(150202195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Anima Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.820.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-seventh day of October.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Anima Management Company S.A. (hereinafter the "Company"), a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 148.820, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 21 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial"), on 10 November 2009, under number 2188. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a notarial deed on 20 January 2014, published in the Mémorial on 28 January 2014 under number 336.

The meeting opens at 3.15 p.m. with Mr Alexander Olliges, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg in the chair (the "Chairman"), who appoints as secretary of the meeting Mrs Julia Bruzzese, residing in Luxembourg.

The meeting elects Mrs Oona Tuomi, Avocat à la cour, residing in Luxembourg as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Acknowledgment of the availability of the Merger Documents.
2. Acknowledgement of the current assets and liabilities of the Company and of ANIMA Asset Management Limited
3. Approval of the Merger.
4. Acknowledgment of the dissolution without liquidation of the Company.
5. Decision to grant full and unconditional discharge to Nicolaus P. Bocklandt, Davide Sosio, Raffaella Cristini, Giorgio Lanfranchi and Fabrizio Armone as directors of the Company.

II. That the proxyholder of the represented shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list which is signed by the proxyholder of the represented shareholder and by the board of the meeting;

III. That pursuant to the attendance list the whole share capital is represented and all the shareholders represented declare that they have had knowledge of the agenda prior to this meeting and that they waive any applicable convening requirement;

IV. That the Chairman informed the extraordinary general meeting of shareholders that to have a valid quorum for item 3 of the agenda requires that at least half of the share capital is present or represented. The Chairman further informed the extraordinary general meeting of shareholders that the sole resolution approving item 3 of the agenda can validly be adopted only if it has been approved by at least two thirds of the vote validly cast at the general meeting;

V. That no shareholder has exercised his right to submit questions to the general meeting of shareholders prior to the meeting and no additional resolutions or amendments to the proposed sole resolution were proposed;

VI. That it appears from the attendance list that one thousand nine hundred (1,900) shares are represented at the extraordinary general meeting of shareholders; and

VII. That the extraordinary general meeting of shareholders was therefore validly constituted and could validly deliberate and resolve on all items of the agenda.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First Resolution

The general meeting of shareholders declares that the common terms of merger dated 9 September 2015, published in the Mémorial of 18 September 2015, number 2537 (the “Merger Plan”) and the annual financial statements of the financial years (including the management reports of the Company and ANIMA Asset Management Limited (“ANIMA IE”), a private limited company incorporated under the laws of Ireland under company registration number 308967 on the register of companies in Ireland and having its registered office at 10th Floor, Block A, George’s Quay Plaza, Dublin 2, Ireland) ending on 31 December 2012, 31 December 2013 and 31 December 2014 as well as the unaudited interim accounts for ANIMA IE for the period ended on 30 June 2015 and the unaudited balance sheet account of the Company as at 30 June 2015, and the ANIMA IE directors explanatory report related to the merger (together with the Merger Plan, the “Merger Documents”) were made available to the shareholders at the registered office of the Company one (1) month prior to the date of the present meeting.

Second Resolution

The Chairman informed the general meeting of shareholders that there had not been any material change in the assets and liabilities of the Company and in the assets and liabilities of ANIMA IE between the date of the Merger Plan and the date of the present meeting.

The general meeting of shareholders acknowledges that the Chairman informed the shareholders of the current assets and liabilities of the Company and of the current assets and liabilities of ANIMA IE.

Third Resolution

The general meeting of shareholders resolves to merge the Company with ANIMA IE, as transferee company (the “Merger”), according to art. 261 seq. of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, the European Communities (Cross-Border Mergers) Regulations 2008 as amended by the European Communities (Mergers and Divisions of Companies) (Amendment) Regulations 2011 and the directive of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (2005/56/EC), as amended.

Fourth Resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that the Company is dissolved without liquidation and as a consequence, all of its assets and liabilities are automatically transferred to ANIMA IE, aforementioned.

Fifth Resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that pursuant to the merger of the Company, the function of Nicolaus P. Bocklandt, Davide Sosio, Raffaella Cristini, Giorgio Lanfranchi and Fabrizio Arnone as directors of the Company shall cease as of the Effective Date (as defined in the Merger Plan) and resolves to grant them full and unconditional discharge for the exercise of their mandates.

There being no further business, the meeting is closed at 3.35 p.m.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le vingt-sept octobre.

Par devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

il s’est tenu

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Anima Management Company S.A. (ci-après la «Société»), une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.820, constituée selon acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), numéro 2188, le 10 novembre 2009. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois selon acte notarié en date du 20 janvier 2014, publié au Mémorial, numéro 336, le 28 janvier 2014.

L'assemblée s'est ouverte à 15.15 heures sous la présidence de Monsieur Alexander Olliges, Rechtsanwalt, demeurant à Luxembourg (le «Président»), qui nomme comme secrétaire de l'assemblée Madame Julia Bruzzese, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Oona Tuomi, Avocat à la cour, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le Président déclare et requiert le notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Reconnaissance que les Documents de Fusion sont disponibles.

2. Reconnaissance de la situation financière actuelle de la Société.

3. Approbation de la Fusion.

4. Reconnaissance de la dissolution sans liquidation de la Société.

5. Décision d'accorder décharge complète et inconditionnelle à Nicolaus P. Bocklandt, Davide Sosio, Raffaella Cristini, Giorgio Lanfranchi et Fabrizio Arnone en tant qu'administrateurs de la Société.

II. Que le mandataire de l'actionnaire représenté et le nombre de ses actions sont indiqués sur une liste de présence qui est signée par le mandataire de l'actionnaire représenté et par le bureau de l'assemblée;

III. Qu'il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée et que tous les actionnaires représentés déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à la tenue de cette assemblée et qu'ils renoncent à toutes les formalités de convocation applicables;

IV. Que le Président a informé l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires que le quorum concernant le point 3 de l'ordre du jour requiert qu'au moins la moitié du capital social soit présente ou représentée. Le Président a ensuite informé l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires que la résolution unique approuvant le point 3 de l'ordre du jour ne peut être valablement adoptée que si elle est approuvée par au moins deux tiers des votes valablement exprimés à l'assemblée générale;

V. Qu'aucun des actionnaires n'a exercé son droit de poser des questions à l'assemblée générale des actionnaires préalablement à l'assemblée et qu'aucune résolution additionnelle ou modification de la résolution unique proposée n'ont été proposées;

VI. Qu'il résulte de la liste de présence que mille neuf cents (1.900) actions sont représentées à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires; et

VII. Que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires est en conséquence valablement constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

Par conséquent, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après délibération, a adopté à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'assemblée générale des actionnaires déclare que le projet commun de fusion daté du 9 septembre 2015 et publié au Mémorial du 18 septembre 2015, numéro 2537 (le «Projet de Fusion») et les comptes annuels des exercices sociaux (y compris les rapports de gestion de la Société et d'ANIMA Asset Management Limited («ANIMA IE»), une société (private limited company) constituée selon les lois de l'Irlande, enregistrée sous le numéro d'enregistrement 308967 auprès du registre des sociétés (companies register) de l'Irlande, et ayant son siège social au 10th Floor, Block A, George's Quay Plaza, Dublin 2, Irlande) clos le 31 décembre 2012, le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014, ainsi que les comptes intermédiaires non vérifiés pour ANIMA IE pour la période clos le 30 juin 2015 et le compte de bilan non vérifié de la Société au 30 juin 2015, et le rapport explicatif des administrateurs (directors) d'ANIMA IE relatif à la fusion (ensemble avec le Projet de Fusion, les «Documents de Fusion») ont été mis à la disposition des actionnaires au siège social de la Société un (1) mois avant la date de la présente assemblée.

Deuxième Résolution

Le Président a informé l'assemblée générale des actionnaires qu'il n'y a eu aucun changement important dans les actifs et passifs de la Société et dans les actifs et passifs d'ANIMA IE entre la date du Projet de Fusion et la date de la présente assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires reconnaît que le Président a informé les actionnaires sur les actifs et passifs actuels de la Société et sur les actifs et passifs actuels d'ANIMA IE.

Troisième Résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de fusionner la Société avec ANIMA IE, en tant que société cessionnaire (la «Fusion»), conformément aux articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, aux Règlements des Communautés Européennes (Fusions Transfrontalières) de 2008 tels que modifiés par les Règlements des Communautés Européennes (Fusions et Scissions de Sociétés) (Modification) de 2011 et à la directive du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (2005/56/CE), telle que modifiée.

Quatrième Résolution

L'assemblée générale des actionnaires reconnaît que la Société est dissoute sans liquidation et que par conséquent, l'ensemble de ses actifs et passifs est automatiquement transféré à ANIMA IE, susmentionnée.

Cinquième Résolution

L'assemblée générale des actionnaires reconnaît que suite à la fusion de la Société, les fonctions de Nicolaus P. Bocklandt, Davide Sosio, Raffaella Cristini, Giorgio Lanfranchi et Fabrizio Arnone en tant qu'administrateurs de la Société prendront fin à compter de la Date de Réalisation (telle que définie dans le Projet de Fusion) et décide de leur accorder décharge complète et inconditionnelle pour l'exercice de leurs mandats.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15.35 heures.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Après lecture du présent document faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. OLLIGES, J. BRUZZESE, O. TUOMI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 octobre 2015. Relation: EAC/2015/25015. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015179491/168.

(150199774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 152.886.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of September.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of LOMBARD ODIER FUNDS (EUROPE) S.A., (R.C.S. Luxembourg, section B number 152.886,) (hereinafter, the "Company"), having its registered office in L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, incorporated by deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on 23 April 2010, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 1060 of 20 May 2010, as amended by deed of Maître Henri Hellincks, notary residing in Luxembourg, on 12 May 2014, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 1413 of 3 June 2014.

The meeting is presided over by Olivia Tournier, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Régis Galiotto, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the three thousand (3,000) registered shares representing the entire share capital, are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. To resolve upon the modification of the object of the Company and to accordingly amend Article 4 of the articles of incorporation of the Company as follows:

The following sentence shall be inserted at the end of paragraph 1) of Article 4. - Object:

“ In addition, the Company will provide the services mentioned under Article 101(3) a) and b) of the 2010 Law except the safe-keeping and administration in relation to shares or units of collective investment undertakings mentioned under last indent of said Article 101(3)b).”

2. Miscellaneous

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The meeting decides to amend the object of the Company and to accordingly amend Article 4 of the articles of incorporation of the Company as follows:

The following sentence shall be inserted at the end of paragraph 1) of Article 4. - Object:

“ In addition, the Company will provide the services mentioned under Article 101(3) a) and b) of the 2010 Law except the safe-keeping and administration in relation to shares or units of collective investment undertakings mentioned under last indent of said Article 101(3)b).”

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LOMBARD ODIER FUNDS (EUROPE) S.A. (R.C.S. Luxembourg numéro B 152.886) (ci-après, la «Société»), ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 avril 2010, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1060 du 20 mai 2010 et modifié suivant acte reçu par Maître Henri Hellincks, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 mai 2015, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1413 du 3 juin 2014.

L'assemblée est présidée par Olivia Tournier, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Régis Galiotto, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Solange Wolter-Schieres, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les trois mille (3.000) actions nominatives représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Statuer sur la modification de l'objet social de la Société et modifier en conséquence l'Article 4 des statuts de la Société comme suit:

La phrase suivante est insérée à la fin du paragraphe 1) de l'Article 4.-Objet social:

“La Société prestera de plus les services mentionnés sous l'Article 101(3) a) et b) de la Loi de 2010 à l'exception de la garde et l'administration pour des parts ou actions d'organismes de placement collectif tel que mentionné sous le dernier tiret dudit Article 101(3) b).”

2. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la Société et modifier en conséquence l'Article 4 des statuts de la Société comme suit:

La phrase suivante est insérée à la fin du paragraphe 1) de l'Article 4.-Objet social:

“ La Société prestera de plus les services mentionnés sous l'Article 101(3) a) et b) de la Loi de 2010 à l'exception de la garde et l'administration pour des parts ou actions d'organismes de placement collectif tel que mentionné sous le dernier tiret dudit Article 101(3) b).”

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: O. TOURNIER, R. GALIOTTO, S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Référence de publication: 2015167068/101.

(150184315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2015.

Richard Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 119.952.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015157597/14.

(150173470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Quam Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.135.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of October.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Quam Asset Management Limited, a company incorporated and existing under the laws of Hong Kong S.A.R. having its registered office at 18/F, China Building, 29 Queen's Road Central, Hong Kong, registered with the Public Register of Licensed Persons and Registered Institutions,

duly represented by Mrs. Claudia Hoffmann, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Hong Kong on September 29, 2015.

The proxy given above is signed *en varietur* by the appearing person and the undersigned notary and shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the notary to state as follows the articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") of a company which it will form.

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose - Definitions

Art. 1. Name. There is hereby established by the founding Shareholder and all those who may become owners of Shares in the future, a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) under the name of “Quam Funds SICAV” (hereinafter the “Company”).

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Mamer, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but not, in any event in the United States of America, its territories or possessions) by resolution of the Board of Directors.

2.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, military or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 In accordance with Article 30 hereof, the Company may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in Transferable Securities and other liquid financial assets permitted by Part I of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the “UCI Law”), with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted the UCI Law.

Art. 5. Definitions.

“Articles of Incorporation” means these articles of incorporation of the Company, as amended from time to time.

“Board of Directors” means the board of directors of the Company, from time to time.

“Business Day” means any day when the banks are open for a full day in Luxembourg and/or such other place or places and such other day or days as the Directors may determine and notify to Shareholders in advance.

“Class” / “Class of Shares” is a class of Shares of a Sub-Fund.

“Company” means Quam Funds SICAV.

“Dealing Day” means such Business Day on which subscription requests or redemption requests or conversion requests shall be effected, as specified in the Prospectus for each Sub-Fund or any such other day or days as the Directors may determine and notify in advance to the Shareholders provided there is at least one every two weeks.

“Depository” means any depository bank as defined under Article 29.1 hereof.

“Designated Person” means any person to whom a transfer of Shares (legally or beneficially) or by whom a holding of Shares (legally or beneficially) would or, in the opinion of the Directors, might be in breach of the law or the requirements of any country or governmental authority or result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any other disadvantage which the Company may not otherwise have incurred or suffered.

“Director(s)” means the member(s) of the Board of Directors.

“EU” means the European Union.

“EUR” or “Euro” means the legal currency of the European Monetary Union.

“Member State” means a Member State of the European Union. The states that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this Agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union.

“Money Market Instruments” means instruments normally dealt in on the money market which are liquid, and have a value which can be accurately determined at any time.

“Net Asset Value” means the net asset value of the Company, a Sub-Fund or a Class (as the context may require) as calculated in accordance with Article 12.

“Net Asset Value per Share” means in relation to each Class of Share of any Sub-Fund, the value per Share determined in accordance with the provisions set out in the section headed “Calculation of the Net Asset Value per Share” below.

“Other Regulated Market” means a market which is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public namely a market: (i) that meets the following cumulative criteria: liquidity, multilateral order matching (general matching of bid and ask prices in order to establish a single price) and transparency (the circulation of complete information in order to give clients the possibility of tracking trades, thereby ensuring that their orders are executed on current conditions); (ii) on which the securities are dealt in at a certain fixed frequency, (iii) which is recognized by a state or by a public authority which has been delegated by that state or by another entity which is recognized by that state or by that public authority such as a professional association and (iv) on which the securities dealt are accessible to the public, as those criteria are defined and/or amended by guidelines issued by the CSSF from time to time.

“Prospectus” means the document(s) whereby Shares in the Company are offered to investors.

“Regulated Market” means a regulated market as defined in the EC Parliament and Council Directive 2004/39/EC dated 21 April 2004 on markets in financial instruments, as amended.

“Share” means each share within any Class of a Sub-Fund of the Company issued and outstanding from time to time.

“Shareholder” means a holder of Shares.

“Sub-Fund” means a specific portfolio of assets, held within the Company which is invested in accordance with a particular investment objective and investment policies applicable to such sub-fund and which is established by the Directors from time to time and subject to prior review of the home regulator of the Company.

“Time” all references to time throughout these Articles of Incorporation shall be references to Luxembourg time, unless otherwise indicated.

“Transferable Security” has the meaning ascribed to it by the UCI Law.

“UCI(s)” means undertaking(s) for collective investment.

“UCI Law” means the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time.

“UCITS Directive” means EC Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the co-ordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in Transferable Securities (“UCITS”), as may be amended from time to time.

“U.S. Person” has the meaning as disclosed in the Prospectus.

“US-Dollar” or “USD” means the legal currency of the United States of America.

“Valuation Day” means a Business Day as of which the Net Asset Value per Share of each Sub-Fund is determined, as provided for in the Prospectus.

“Valuation Point” means the point in time on which the value of the assets of a Sub-Fund is determined on a Valuation Day, as specified for each sub-fund in the relevant supplement to the Prospectus.

Words importing a masculine gender also include the feminine gender, words importing a singular also include the plural, and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 6. Share Capital - Classes of Shares.

6.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company calculated pursuant to Article 12 hereof. The minimum capital shall be as provided by the UCI Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a UCI under the UCI Law.

6.2 As of the day of incorporation of the Company, the initial issued share capital of the Company was forty-five thousand United States Dollars (USD 45,000) divided into forty-five thousand (45,000) Shares of no par value.

6.3 The Shares of a Sub-Fund to be issued pursuant to articles 7 and 8 of these Articles of Incorporation may, as the Board of Directors shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Share shall be invested in Transferable Securities of any kind and any other liquid financial assets permitted by the UCI Law and Luxembourg regulations pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for a Sub-Fund established in respect of the relevant Shares, subject to the investment restrictions provided for by the UCI Law and Luxembourg regulations or determined by the Board of Directors.

6.4 The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of Article 181 of the UCI Law for each Class of Shares in the manner described in Article 12.2 III hereof. Each portfolio of assets shall be, as between Shareholders thereof invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund with regard to third parties, in particular, towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

6.5 The Board of Directors may create each Sub-Fund or Class of Shares for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board of Directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund or Class of Shares once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund or Class of Shares, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with the provisions of Article 9 below. At each prorogation of a Sub-Fund or Class of Shares, the Shareholders shall be duly notified.

6.6 The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed.

6.7 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total aggregate of the net assets of each Sub-Fund.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by any entity designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the class of registered shares held by him and for each relevant class, the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. Evidence of such inscription shall be delivered upon request to the Shareholder.

The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Share certificates shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatories of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

7.2 Transfer of registered Shares shall be effected: (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company; and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such entry shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

7.3 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.4 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

7.5 The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.6 The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote, unless the number is so that they represent an entire Share in which case they confer a voting right, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund or Class of Shares. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund or Class of Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

8.3 Furthermore, the Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

8.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered after the initial offer period as described in the Prospectus shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 12 hereof as of such Valuation Day as may be determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by certain costs and expenses incurred or to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors, and disclosed in the Prospectus.

8.5 The issue price per Share so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall be specified in the Prospectus.

8.6 Where an applicant for Shares fails to pay issue price on subscription, the Board of Directors may cancel the allotment or, if applicable, redeem the Shares. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred by the Company as a result of such failure (as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion) directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely payment. In computing such loss, account shall be taken, where appropriate, of any movement in the price of the Shares concerned between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

8.7 No request for conversion or redemption of a Share shall be dealt with unless the issue price for such Share has been paid and any confirmation delivered in accordance with this Article.

8.8 The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of Shares to be issued and to deliver them.

8.9 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent authorised auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé"). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment policy and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the Shareholder(s) having made such contribution in kind.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares in the Company.

9.2 Subject to the provisions of article 13 of the Articles of Incorporation, the redemption price per Share shall be paid within such period as may be determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, and disclosed in the Prospectus, provided that the Share certificates (if any) and such instruments for redemption as may be required by the Board of Directors have been received, and are in a form which is satisfactory to the Company.

9.3 The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the Prospectus. Such price may be decreased by certain costs and expenses to be incurred by the Company when disposing of assets in order to pay the redemption proceeds to redeeming Shareholders, and disclosed in the Prospectus. Furthermore, the redemption price may be rounded up or down to no less than 2 decimal places or such number of decimal places as the Board of Directors shall determine in its discretion.

9.4 The Board of Directors may defer redemptions as of a particular Dealing Day to the next Dealing Day as of which redemptions are accepted, where the requested redemptions exceed 10% of a Sub-Fund's Net Asset Value. The Board of Directors will ensure the consistent treatment of all Shareholders who have sought to redeem Shares as of any Dealing Day at which redemptions are deferred. The Board of Directors will pro-rate all such redemption requests to the stated level (i.e. 10% of the relevant Sub-Fund's Net Asset Value) and will defer the remainder until the next Dealing Day as of which redemptions are accepted. The Directors will also ensure that all deals relating to an earlier Dealing Day are completed before those relating to a later Dealing Day as of which redemptions are accepted are considered.

9.5 The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, and with the express consent of the relevant Shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets in such Class or Classes of Shares equal in value (as calculated in the manner described in Article 12 hereof) as of the Valuation Day on which the redemption price is determined to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the authorised auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the Shareholder.

9.9 All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 10. Conversion of Shares.

10.1 Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares or Sub-Funds, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares in one Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or in one Share Class into another Share Class of the same or other Sub-Fund, provided that the Board of Directors may: (i) at its absolute discretion reject any request for the conversion of Shares in whole or in part; (ii) set restrictions, terms and conditions as to the right to and frequency of conversions between certain Sub-Funds and Share Classes; (iii) require the payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine (unless otherwise provided for in the Prospectus).

10.2 The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective Net Asset Values per Share of the two Sub-Funds or the two Share Classes concerned, determined as of the same Valuation Day.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund or Class of Shares would fall below such minimum number or value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class or Sub-Fund.

10.4 The Shares which have been converted into Shares of another Sub-Fund or of another Share Class within the same or another Sub-Fund may be cancelled.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

11.2 Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of Shares in the Company by any U.S. Person or any Designated Person, and for such purposes the Company may:

11.2.1 decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares where it appears to it that such registration or transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or by any Designated Person; and

11.2.2 at any time require any person whose name is entered in or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a U.S. Person or any Designated Person, or whether such entry in the register will result in the beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or any Designated Person; and

11.2.3 decline to accept the vote of any U.S. Person or any Designated Person at any meeting of Shareholders of the Company.

11.3 Where it appears to the Company that: (i) any U.S. Person or any Designated Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares; or that (ii) the aggregate Net Asset Value of Shares or the number of Shares held by a Shareholder falls below such value or number of Shares respectively as determined by the Board of Directors of the Company, or (iii) where in exceptional circumstances the Board of Directors determines that a compulsory redemption is in the interest of the other Shareholders, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

11.3.1 The Company shall serve a notice (the "purchase notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser;

11.3.2 Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in the purchase notice;

11.3.3 Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of Shareholders;

11.3.4 The price at which each such Share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class as of the Valuation Day next succeeding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in such notice, all as determined by the Board of Directors, less any service charge provided therein;

11.3.5 Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency set by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be: (i) deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere; or (ii) paid by a check sent to the last known address on the Company's books (as specified in the purchase notice) upon final determination of

the purchase price following surrender of the Share certificate or certificates (if any) specified in such notice and un-matured dividend coupons attached thereto;

11.3.6 Upon service of the purchase notice as aforesaid, such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates (if any) as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company;

11.3.7 The exercise by the Company of the power conferred by Article 11 hereof shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value per Share.

12.1 The Net Asset Value per Share of each Sub-Fund or Class of Shares as the case may be shall be expressed in the reference currency (as defined in the Prospectus) of the relevant Sub-Fund or Class of Shares concerned and shall be determined as of the Valuation Point of any Valuation Day by dividing the net assets of the relevant Sub-Fund or attributable to each Sub-Fund or a Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund or Class of Share, as of the Valuation Point of any such Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Sub-Fund or a Class of Shares then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to two (2) decimal places or such number of decimal places as the Directors shall determine. If, since the time of determination of the Net Asset Value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second valuation.

12.2 The valuation of the Net Asset Value of each Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, units in collective investment schemes and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;
- 6) the primary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The valuation of assets of each Sub-Fund of the Company shall be calculated in the following manner:

(A) Transferable Securities and Money Market Instruments which are quoted, listed or traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market save as hereinafter provided at (D), (E), (F), (G) and (H) will be valued at last available market price or quotation, prior to the time of valuation, on the exchange or regulated market where the securities or instruments are primarily quoted, listed or traded. Where a security is listed or dealt in on more than one Regulated Market or an Other Regulated Market the relevant exchange or market shall be the principal stock exchange or market on which the security is listed or dealt on. Investments listed or traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market, but acquired or traded at a premium or at a discount outside or off the relevant exchange or market may be valued taking into account the level of premium or discount as of the Valuation Day provided that a competent person (having been appointed by the Directors) shall be satisfied that the adoption of such a procedure is justifiable in the context of establishing the probable realisation value of the security.

(B) The value of any Transferable Security which is not quoted, listed or dealt in on a Regulated Market or an Other Regulated Market or which is so quoted, listed or dealt in but for which no such quotation or value is available or the available quotation or value is not representative shall be the probable realisation value as estimated with care and good faith by (i) the Directors or (ii) a competent person, firm or corporation (including the Investment Manager) selected by the Directors. Where reliable market quotations are not available for fixed income securities the value of such securities

may be determined using matrix methodology compiled by the Directors whereby such securities are valued by reference to the valuation of other securities which are comparable in rating, yield, due date and other characteristics.

(C) Cash on hand or on deposit and accounts receivable will be valued at its nominal / face value plus accrued interest, where applicable, on the Valuation Point of the relevant Valuation Day.

(D) Derivative contracts traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market shall be valued at the settlement price on the relevant market. If the settlement price is not available, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by (i) the Directors or the Investment Manager or (ii) a competent person, firm or corporation selected by the Directors. Derivative contracts which are traded 'over-the-counter' will be valued daily either (i) on the basis of a quotation provided by the relevant counterparty and such valuation shall be approved or verified at least weekly by a party who is independent from the counterparty; or (ii) using an alternative valuation provided by a competent person appointed by the Directors (the "Alternative Valuation"). Where such Alternative Valuation method is used the Company will follow international best practice and adhere to the principles on valuation of OTC instruments established by bodies such as the International Organisation of Securities Commissions or the Alternative Investment Management Association and such Alternative Valuations will be reconciled to the counterparty valuation on a monthly basis. Where significant differences arise these will be promptly investigated and explained.

(E) Forward foreign exchange contracts shall be valued in the same manner as derivatives contracts which are not traded in a regulated market or by reference to freely available market quotations.

(F) Notwithstanding paragraph (A) above units in collective investment schemes shall be valued at the latest available net asset value per unit or mid-price as published by the relevant collective investment scheme or, if listed or traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market, in accordance with (A) above.

(G) The Directors may value securities having a residual maturity not exceeding three months and having no specific sensitivity to market parameters including credit risk, using the amortised cost method of valuation.

(H) The value of Money Market Instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market or an Other Regulated Market and with remaining maturity of less than twelve (12) months and of more than sixty (60) days is deemed to be the market value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money Market Instruments with a remaining maturity of sixty (60) days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(I) The Directors may adjust the value of any investment if having regard to its currency, marketability, applicable interest rates, anticipated rates of dividend, maturity, liquidity or any other relevant considerations, they consider that such adjustment is required to reflect the fair value thereof.

(J) Any value expressed otherwise than in the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be converted into the reference currency of the relevant Sub-Fund at the prevailing exchange rate (whether official or otherwise) that the Directors shall determine to be appropriate.

(K) Where the value of any investment is not ascertainable as described above, the value shall be the probable realisation value estimated by the Directors with care and in good faith or by a competent person.

(L) If the Directors deem it necessary a specific investment may be valued under an alternative method of valuation chosen by the Directors in particular, if they consider that such method of valuation better reflects value generally or in particular markets or market conditions and is in accordance with the good practice.

To the extent that the Board of Directors considers that it is in the best interests of the Company and as further described in the Prospectus, given the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by Shareholders in relation to the size of any Sub-Fund, an adjustment, as determined by the Board of Directors at its discretion, may be reflected in the Net Asset Value of the Sub-Fund for such sum as may represent the percentage estimate of costs and expenses which may be incurred by the relevant Sub-Fund under such conditions.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses, including, but not limited to, administrative expenses investment advisory and/or management fees, incentive fees, Depositary and paying agent fees, administrator fees, listing fees, domiciliary and corporate agent fees, auditors' and legal fees;
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) the formation expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and
- 7) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

In determining the amount of such other liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise promotion, printing, formation expenses, fees payable to its investment manager or adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, translating, printing and distributing of prospectuses, key investor information documents (KIIDs), explanatory memoranda, Company documentation or registration statements, annual and semi-annual reports, the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, facsimile and other electronic means of communication.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund or Class will be converted into the reference currency of such Sub-Fund or Class at the rate of exchange determined as of the relevant Valuation Point of the relevant Valuation Day in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its absolute discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset and / or liability of the Company.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

1) if two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined from time to time by the Board of Directors so as to correspond to: (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions (“distribution Shares”) or not entitling to distributions (“capitalisation Shares”); and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure; and/or (iii) a specific management or advisory fee structure; and/or (iv) a specific assignment of distribution, Shareholder services or other fees; and/or (v) a specific type of investor; and/or (vi) a specific currency; (vii) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or (viii) any other specific features applicable to one Class of Shares.

The Board of Directors may, at its discretion, decide to change the characteristics of any Class as described in the Prospectus in accordance with the procedures determined by the Board of Directors from time to time;

2) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class of Shares, provided that if several Classes of Shares are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

3) the assets and liabilities and the income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class or Classes of Shares corresponding to such Sub-Fund;

4) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

5) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

6) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the Net Asset Value of the relevant Classes of Shares or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund; and

7) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud, bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organisation which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders, subject to Article 12.1 hereof.

IV. For the purpose of this Article:

1) In determining the value of investments of each Sub-Fund the Board of Directors may at their discretion instead value the investments of each Sub-Fund (i) at lowest market dealing bid prices where on any dealing day the value of all redemption requests received exceeds the value of all applications for Shares received for that dealing day or at highest market dealing offer prices where on any dealing day the value of all applications for Shares received for that dealing day exceeds the value of all redemption requests received for that dealing day, in each case in order to preserve the value of the Shares held by existing Shareholders; or (ii) at bid and offer prices, where a fund is dual priced and bid and offer value is used to determine the price at which Shares are issued and redeemed;

2) Shares of the Company to be redeemed under Article 9 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors as of the Dealing Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

3) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors as of the Dealing Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company. The price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

4) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the rates of exchange as determined by the Board of Directors for determination of the Net Asset Value of Shares; and

5) Where as of the Valuation Point of any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known as of the Valuation Point of such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.

13.1 With respect to each Sub-Fund or Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at a frequency, which shall not be lower than twice a month, and a time determined by the Board of Directors and determined in the Prospectus, such date and time of determination being the Valuation Day and Valuation Point, respectively.

13.2 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares to and from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Sub-Fund:

13.2.1 during the whole or part of any period (other than for ordinary holidays or customary weekends) when any of the Regulated Markets or an Other Regulated Markets on which the Company's investments are quoted, listed, traded or dealt are closed or during which dealings therein are restricted or suspended or trading is suspended or restricted; or

13.2.2 during the whole or part of any period when circumstances outside the control of the Directors exist as a result of which any disposal or valuation by the Company of investments of the Sub-Fund is not reasonably practicable or would be detrimental to the interests of Shareholders or it is not possible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments to or from the relevant account of the Company; or

13.2.3 during the whole or part of any period when any breakdown occurs in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments of the relevant Sub-Fund; or

13.2.4 during the whole or any part of any period when for any other reason the price or value of any of the Company's investments cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

13.2.5 during the whole or any part of any period when subscription proceeds cannot be transmitted to or from the account of the Company or the Sub-Fund being unable to repatriate funds required for making redemption payments or when such payments cannot, in the opinion of the Directors, be carried out at normal rates of exchange; or

13.2.6 following a possible decision to merge, liquidate or dissolve the Company or, if applicable, one or several Sub-Funds; or

13.2.7 following the suspension of the calculation of the net asset value per share/unit, the issue, redemption and/or the conversion at the level of a master fund in which the Sub-Fund invests in its quality as feeder fund of such master fund, to the extent applicable; or

13.2.8 the Company may suspend the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Class following the suspension of the issue, redemption and/or the conversion at the level of a master fund in which the Company invests in its quality as feeder fund of such master fund, to the extent applicable; or

13.2.9 if any other reason makes it impossible or impracticable to determine the value of a portion of the investments of the Company or any Sub-Fund; or

13.2.10 if, in exceptional circumstances, the Directors determine that suspension of the determination of Net Asset Value is in the interest of Shareholders (or Shareholders in that Sub-Fund as appropriate); or

13.2.11 during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company, in particular the derivative instruments and repurchase transactions which may be entered into by the Company in respect of any Sub-Fund, cannot promptly or accurately be ascertained.

13.3 Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to Shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

13.4 Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund if the assets within such other Sub-Fund are not affected to the same extent by the same circumstances.

13.5 Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share.

Title III. Administration and Supervision

Art. 14. Board of Directors.

14.1 The Company shall be managed by the Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; in particular by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualified, provided however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders. The general meeting of Shareholders shall also determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

14.2 Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

14.3 In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 15. Board Meetings.

15.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary (who need not be a Director) who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. Either the chairman or any two Directors may at any time summon a meeting of the Directors by notice in writing to every director which notice shall set forth the general nature of the business to be considered and the place at which the meeting is to be convened.

15.2 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of an emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing by mail, e-mail, facsimile or any other similar means of communication, or when all Directors are present or represented at the meeting. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

15.3 The chairman shall preside at the meetings of the Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in the case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

15.4 The Board of Directors may from time to time and at any time by powers of attorney appoint any company, firm, person or body of persons, with full power of substitution, to be the attorney or attorneys of the Company for such purpose and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board of Directors under these Articles of Incorporation) and for such period and subject to such conditions as they may think fit, and any such powers of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorneys as the Board of Directors may think fit and may also authorise any such attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

15.5 Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by mail, e-mail or facsimile or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

15.6 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

15.7 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors are present or represented.

15.8 Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed where they are signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

15.9 Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the numbers of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

15.10 Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings. Each Director shall approve such resolution in writing, by mail, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

15.11 Members of the Board of Directors or of any committee thereof may participate in a meeting of the Board of Directors or of such committee by means of conference telephone, videoconference, or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and participation in a meeting pursuant to this provision shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 16. Powers of the Board of Directors.

16.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policies as determined in Article 19 hereof.

16.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 17. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Powers.

18.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

18.2 The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Investment Policies and Restrictions.

19.1 The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

19.2 Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made in:

19.2.1 Transferable Securities or Money Market Instruments;

19.2.2 shares or units of other UCIs, including shares or units of a master fund qualifying as a UCITS.

In particular, the Prospectus may allow the investment in units of a master fund qualifying as a UCITS provided that the relevant Sub-Fund of the Company invests at least 85% of its net asset value in units/shares of such master fund and that such master fund shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund;

19.2.3 deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;

19.2.4 financial derivative instruments;

19.2.5 shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company under the conditions provided for by the UCI Law.

19.3 The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of equities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

19.4 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any Regulated Markets of a state of Europe, being or not Member State and Other Regulated Markets of America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

19.5 The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market or an Other Regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

19.6 In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in Transferable Securities and Money Market Instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU, by its local authorities, by any other Member State of the OECD such as the U.S., by certain non-Member States of the OECD (currently Brazil, Indonesia, Russia, China and South Africa as well as countries member of the G-20 and the Republic of Singapore) or by a public international body of which one or more Member State(s) of the EU are

member(s), as set out in the Prospectus provided that (i) such securities are part of at least six different issues and (ii) the securities from any or such issue do not account for more than 30% of the net assets of such Sub-Fund.

19.7 The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors or by other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

19.8 Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles of Incorporation to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

19.9 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes.

Art. 20. Conflict of Interest.

20.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Board of Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

20.2 In the event that any Directors or officers of the Company may have an interest in any transaction of the Company which conflicts with the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

20.3 Such conflict of interest as referred to in this Article, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company of any external investment manager appointed by the Company, or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 21. Indemnification of Directors. Every Director, agent, auditor, or officer of the Company and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets of the relevant Sub-Fund(s) against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities (“Losses”) incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable: (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person; or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally; or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company; or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested; or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent; or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own negligence or willful misconduct against the Company.

Art. 22. Approved statutory auditors.

22.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

22.2 The approved statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the UCI Law.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company.

23.1 The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.2 The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

23.3 It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company.

23.4 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office or at a place specified in the notice of meeting, on the second Monday in July each year at 10:00 a.m. (Luxembourg time).

23.5 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

23.6 Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

23.7 The Board of Directors may convene a general meeting of Shareholders pursuant to a notice setting forth the agenda published to the extent and in the manner required by Luxembourg law and/or sent at least twenty-one (21) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or at such other address indicated by the relevant Shareholder. No evidence of the giving of such notice to registered Shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail five calendar days at the latest before the relevant meeting.

23.8 All Shares being in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

23.9 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

23.10 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

23.11 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

23.12 Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by mail or by facsimile transmission, who need not be a Shareholder and who may be a Director.

23.13 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nihil votes shall not be taken into account.

23.14 Each Shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

23.15 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 24. General Meetings of Shareholders of Sub-Funds or of Classes of Shares.

24.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

24.2 In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

24.3 The provisions of Article 23, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 shall apply to such general meetings of Shareholders.

24.4 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by mail or by facsimile transmission to another person who need not be a Shareholder and may be a Director.

24.5 Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

Art. 25. Closure of Sub-Funds and/or Classes.

25.1 In the event that for any reason the value of the assets in any Sub-Fund or Class has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical, political or monetary situation relating to the Sub-Fund or Class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or if the range of products offered to investors is rationalised, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund or the relevant Class at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), determined as of the Valuation Day at which such decision shall take effect and therefore close the relevant Sub-Fund or Class. The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Class or Classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep

equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

25.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by paragraph 25.1 of this Article, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class within any Sub-Fund may, upon a proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class within the relevant Sub-Fund and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting.

25.3 Assets which may not be distributed to the relevant beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto.

25.4 All redeemed Shares may be cancelled.

25.5 The liquidation of the last remaining Sub-Fund of the Company will result in the liquidation of the Company under the conditions of the UCI Law.

Art. 26. Mergers of the Company and / or its sub-funds and amalgamation of classes.

26.1. Mergers decided by the Board of Directors.

26.1.1. Company

The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the UCI Law) of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- another Luxembourg or foreign UCITS (the “New UCITS”); or
- a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the Shares of the Company concerned as shares of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

In case the Company involved in a merger is the receiving UCITS (within the meaning of the UCI Law), solely the Board of Directors will decide on the merger and effective date thereof.

In the case the Company involved in a merger is the absorbed UCITS (within the meaning of the UCI Law), and hence ceases to exist, the general meeting of the Shareholders, rather than the Board of Directors, has to approve, and decide on the effective date of, such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.1.2. Sub-Funds

The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the UCI Law) of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- another existing or new Sub-Fund within the Company or another sub-fund within a New UCITS (the “New Sub-Fund”); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the Shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.2. Mergers decided by the Shareholders

26.2.1. Company

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding section, a merger (within the meaning of the UCI Law) of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- a New UCITS; or
- a sub-fund thereof,

may be decided by a general meeting of the Shareholders for which there shall be no quorum requirement and which will decide on such a merger and its effective date by a resolution adopted at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.2.2. Sub-Funds

The general meeting of the Shareholders of a Sub-Fund may also decide a merger (within the meaning of the UCI Law) of the relevant Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- any New UCITS; or
- a New Sub-Fund

by a resolution adopted with no quorum requirement at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

General

Shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their Shares, in accordance with the provisions of the UCI Law.

Art. 26.3. Amalgamation of Classes. In the event that for any reason the value of the assets in any Class has decreased to an amount determined by the Board of the Directors (in the interest of the Shareholders) to be the minimum level for such Class to be operated in an economically efficient manner for any reason determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Class to those of another existing class within the Company and to re-designate the Shares of the Class or Classes concerned as Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). The Company shall seek the relevant regulatory approvals, if any, inform investors in relation thereto and amend the prospectus of the Company.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on 1st April of each year and terminates on 31st March of the following year.

Art. 28. Distributions.

28.1 The general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

28.2 For any Class or Classes of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in the frequency and amounts determined by the Board of Directors in compliance with the conditions set forth by law.

28.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

28.4 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall in its discretion determine from time to time.

28.5 The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

28.6 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

28.7 No interest shall be payable by the Company on a dividend which has not been claimed by a Shareholder.

Title V. Final Provisions

Art. 29. Depositary.

29.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution - a depositary (the "Depositary") - as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

29.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the UCI Law.

29.3 If the Depositary wishes to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Depositary within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company.

30.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 32 hereof.

30.2 Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes.

30.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one quarter of the votes of the Shares represented and validly cast at the meeting.

30.4 The general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation of the Company. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Should the Company be voluntarily or compulsorily liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the UCI Law. Such law specifies the steps to be taken to enable the Shareholders to participate in the distribution(s) of the liquidation proceeds and provides for a deposit in escrow at the Caisse de Consignation at the time of the close of the liquidation. Liquidation proceeds available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders at the close of the liquidation be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg, where they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto. Amounts not claimed within the prescribed period are liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

The net proceeds of the liquidation may be paid in cash to the holders of Shares of the relevant Class or Sub-Fund in proportion to their holding of such Shares in such Class or Sub-Fund.

The net proceeds of the liquidation may also be distributed in kind to the holders of Shares.

As soon as the decision to liquidate the Company is taken, the issue, redemption or conversion of Shares in all Sub-Funds is prohibited and shall be deemed void.

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows: fifty percent of the shares issued must be present or represented at the general meeting and a special majority of two thirds of the votes cast. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and the UCI Law, as may be amended.

Transitory Dispositions

- 1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31st March 2016.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2016 to approve the financial statements as at 31st March 2016. Thereafter, the annual general meeting will be held as provided for in article 23.4 of these Articles of Incorporation.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Quam Asset Management Limited, prequalified, subscribes for forty-five thousand (45,000) shares, resulting in a payment of forty-five thousand United States Dollars (USD 45,000).

The Shares have been fully paid up by payment in cash, evidence of the above payments, totalling forty-five thousand United States Dollars (USD 45,000), was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles of Incorporation, of the various Classes of Shares and the Sub-Fund which the Company shall have, it will elect the Class or Classes of Shares and the Sub-Fund to which the Shares subscribed to shall appertain.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company, as a result of its creation, are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Declaration

The undersigned notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General Meeting of Shareholder

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to a general meeting, which resolved as follows:

- 1) The number of Directors of the Company is set out at four and the number of auditors to one.

2) The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as of 31st March 2016 to be held in 2016 and until their successors are elected and qualified:

- Mr Kin Hing Kenneth Lam, born in Hong Kong (China) on 23 October 1953 residing professionally in 18/F, China Building, 29 Queen's Road Central, Hong Kong;

- Mr Jonathan Khean Chew, born in Leicester (United Kingdom) on 2 April 1956 residing professionally in 1st Floor, Block 2, Samora Madnel Avenue, Eastlea, Harare, Zimbabwe;

- Mr Robert William McMillen, born in Cowra (Australia) on 8 May 1955 residing professionally in 1401, the Legend, 77501 Saladaeng, Bangrak, Bangkok, 10500, Thailand;

- Mr François-Louis Gilliéron, born in Geneva (Switzerland) on 11 November 1953 residing professionally in 5, place de la Taconnerie, 1204 Geneva.

3) PricewaterhouseCoopers Société coopérative is appointed approved statutory auditor until the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016 and until its successor is elected and qualified.

4) The Registered Office of the Company is set at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: C. HOFFMANN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/32478. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015178679/950.

(150198916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Promontory Financial Group Canada, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 146.435.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2014.

Fabrice Rota / Eugene Allan Ludwig

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2015157571/12.

(150173687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

SCI Smallhouse, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5752 Frisange, 31A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg E 4.654.

Décision des associés en date du 15 juillet 2015

Les associés de la société SCI SMALLHOUSE, à savoir:

- Monsieur Pascal LEVREL, demeurant à 2, rue des Prés de Brouck à F-57100 Thionville, propriétaire de 50 parts de la SCI SMALLHOUSE

- Madame Cécile GRESLE, demeurant 4, rue d'Itzig, L-5852 Hesperange, propriétaire de 50 parts de la SCI SMALLHOUSE

Ont décidé à l'unanimité des voix de transférer le siège social de la SCI SMALLHOUSE à l'adresse suivante: 31A, route de Luxembourg L-5752 Frisange.

Référence de publication: 2015157646/15.

(150173904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.